

Ramassage des vieux vêtements ? Bruxelles s'attaque aux déchets textiles

© BRUZZ – Sarah Vandoorne– 19 juin 2026

Traduction libre avec DeepL.com

<https://www.bruzz.be/actua/samenleving/binnenkort-vuilnisafhaling-van-oude-kleren-brussel-bindt-de-strijd-aan-met-textielafval-2026-06-19>

La Région bruxelloise s'attaque à l'immense montagne de déchets textiles. Ainsi, le salon *Textile Recycling Expo* se tiendra à la fin du mois, une nouvelle entreprise d'Anderlecht transforme les vêtements usagés en matériaux d'isolation pour le bâtiment et le gouvernement bruxellois envisage d'organiser lui-même la collecte des déchets textiles à domicile.

Du fil à coudre qui fond à haute température et facilite ainsi le recyclage de vos vieux vêtements. Un scanner alimenté par l'IA qui détecte les textiles réutilisables, y appose immédiatement une étiquette de prix et rationalise ainsi le processus de tri. Des tissus fabriqués à partir de mycélium, de bouteilles en PET, de coton mis au rebut ou d'autres chiffons. Quelle que soit l'idée, aussi farfelue soit-elle, il existe un projet innovant pour sortir de l'ornière l'industrie textile, qui est confrontée à un énorme problème de déchets.

Les idées les plus prometteuses, parmi lesquelles figurent les entreprises bruxelloises Resortecs (le fil à coudre) et Trosort (le scanner IA), seront à découvrir la semaine prochaine lors du *Textile Recycling Expo*, les 24 et 25 juin. Ce prestigieux salon international s'installe pour la deuxième fois à Brussels Expo, après une « première édition particulièrement réussie », explique l'entreprise qui souhaite ainsi rénover le patrimoine bruxellois.

Isoler les bâtiments scolaires

IsoFabric fait encore fabriquer son matériau isolant dans le nord de la France, mais souhaite à terme délocaliser la production à Bruxelles. « Cela nécessite des investissements considérables », explique Adrien Liénard, d'IsoFabric. « Une ligne de production complète coûte au moins 10 millions d'euros. Nous recherchons actuellement des financements et sollicitons des subventions, notamment auprès de la Région bruxelloise. »

Le député bruxellois Mounir Laarissi (Les Engagés), présente lors de la présentation, trouve que c'est une excellente idée. « Il y a suffisamment d'écoles qu'il nous reste à isoler, faisons-le avec des matières premières bruxelloises. »

Le ministre bruxellois de l'Économie, Laurent Hublet (Les Engagés), et la secrétaire d'État à l'Environnement et au Climat, Ans Persoons (Vooruit.brussels), qui ont tous

deux fait une brève apparition chez IsoFabric, se sont également montrés enthousiastes.

Malgré toutes ces félicitations, IsoFabric ne sera pas présent au salon du recyclage les 24 et 25 juin. « Nous y viendrons en tant que visiteurs », précise Liénard. « Les salons où nous sommes exposants s'adressent plutôt au secteur de la construction. » Ce qu'il ne précise pas : contrairement à IsoFabric, la plupart des exposants du salon du recyclage fabriquent de nouveaux textiles à partir de vieux vêtements. Ce que fait IsoFabric relève techniquement d'une forme de « downcycling » : on prend un produit de haute qualité, tel qu'un vêtement, pour en faire un matériau de moindre valeur, comme un isolant.

« Il y a déjà suffisamment de vêtements », explique Johannes Eneman pour justifier ce choix. Responsable du secteur textile chez Oxfam au centre de tri de Haren, il se montre tout aussi enthousiaste à propos de la récente collaboration avec IsoFabric. « Les textiles usagés sont utilisés depuis des années comme rembourrage pour les voitures. À mon sens, la solution proposée par IsoFabric est tout à fait comparable. Il s'agit d'une réutilisation à long terme : utilisés comme isolant ou rembourrage, les vêtements restent en service pendant des décennies. Pour moi, le terme de « downcycling » est inapproprié : utiliser un matériau à long terme à des fins différentes de celles pour lesquelles il était initialement destiné n'est pas une dévalorisation. »

Les entrepreneurs à l'origine d'IsoFabric n'ont jamais envisagé de fabriquer des vêtements à partir de vêtements. « Nos connaissances et nos compétences se situent ailleurs », explique Liénard. « C'est trop coûteux et la demande en textiles recyclés est quasi inexistante. Nous avons opté pour une autre solution. La problématique de la crise du textile est vaste et doit être traitée à la source : trop de vêtements de qualité de plus en plus médiocre arrivent sur le marché. Il faut freiner cette tendance. »

Cinq mille tonnes de textiles par an

Dire que l'industrie belge, et surtout bruxelloise, du textile d'occasion traverse une période difficile est un euphémisme. Chaque année, les Bruxellois donnent cinq mille tonnes de textiles. La part de déchets y est plus importante qu'auparavant : la proportion de textiles qui ne sont même plus recyclables est passée de 12,3 % en 2018 à 19,2 % en 2024. « Cela fait bien sûr grimper les coûts de manière considérable », a déclaré la secrétaire d'État Persoons à l'issue d'entretiens avec les acteurs du secteur.

« Autrefois, les collecteurs de textiles recevaient en moyenne 0,10 euro par kilogramme de textiles ; aujourd'hui, un kilo leur coûte 0,01 euro. »

« Je pèse mes mots, mais nous sommes bel et bien au bord du gouffre », explique Franck Kerckhof, de Res-sources, l'organisation faîtière des collecteurs sociaux de vêtements d'occasion à Bruxelles et en Wallonie, à Cureghem. « Nos collecteurs font les frais de toute la mauvaise qualité qui est vendue. »

Fin 2024, 21 licenciements ont eu lieu chez Spullenhulp (Les Petits riens). Oxfam traverse également une période difficile : dans le journal De Morgen, Eneman a laissé

entendre qu'il pourrait jeter l'éponge à Bruxelles. Par la suite, la responsable de la communication, Belinda Torres Leclercq, a déclaré à BRUZZ qu'il n'était pas encore question d'abandonner. « Nous sommes au bord du gouffre, tout comme l'ensemble du secteur, mais nous n'envisageons pas encore d'arrêter. »

Le fait qu'il ait fallu autant de temps pour former un gouvernement à Bruxelles n'a pas arrangé les choses. La Région wallonne avait déjà décidé l'été dernier de soutenir l'économie sociale : depuis juillet, elle verse une aide de 151 euros par tonne collectée. La Wallonie a également loué des entrepôts pour stocker l'afflux de tous ces textiles. Res-sources, l'organisation faîtière des collecteurs de textiles francophones, a adressé la même demande à Bruxelles. Aucune réponse n'a été donnée, jusqu'à ce que la fumée blanche apparaisse enfin en décembre.

Il n'est pas question de louer des entrepôts. « Il n'y a pas assez de place dans la région pour cela », explique le secrétaire d'État Persoons, qui s'est penché de près sur le dossier ces dernières semaines. Le gouvernement bruxellois a toutefois décidé de verser rétroactivement, pour l'année 2025, une aide de 144 euros par tonne de textiles réutilisables, soit un montant total de 676 347 euros provenant des « budgets résiduels qui n'avaient pas été utilisés à la fin de l'année ».

La Flandre a décidé de ne pas prendre de mesures de soutien supplémentaires pour la collecte de textiles. Bruxelles a quant à elle fait ce geste, mais le montant total de l'aide est nettement inférieur à celui de la Wallonie, précise M. Kerckhof, de l'organisation faîtière. « Nous avons demandé une reproduction à l'identique de leurs mesures de soutien. Contrairement à la Wallonie, Bruxelles ne soutient que les vêtements collectés qui sont encore portables. En raison de la baisse de qualité, cette part devient de plus en plus restreinte. Le gouvernement wallon soutient 100 % des biens collectés. À Bruxelles, nous ne pouvons en traiter localement que 10 % Une autre option serait que Net Bruxelles prenne en charge une partie de la collecte. « Cela permettrait de soulager l'économie sociale », espère Persoons. Kerckhof qualifie cela d'opportunité intéressante, mais espère que Net Bruxelles (Bruxelles Propreté) ne cherchera pas à tirer profit des recettes. « Les vêtements appartiennent toujours à l'économie sociale », estime-t-il. « Et qu'en est-il de nos collecteurs ? Net Bruxelles va-t-il les embaucher ? »

« Les marques de vêtements doivent payer »

M. Persoons ne souhaite en aucun cas pointer du doigt la population bruxelloise pour la crise. « Sensibiliser et informer les gens sur ce qu'ils achètent est pour moi fondamental. En même temps, rares sont ceux qui se soucient de la durabilité de leurs vêtements. Dans une ville comme Bruxelles, les gens sont préoccupés par leur survie. Le prix d'un vêtement est déterminant. »

Non seulement la fast fashion, mais aussi les vêtements d'occasion sont – la plupart du temps en tout cas – d'un prix dérisoire. Et Bruxelles, la rue Haute et les rues environnantes en regorgent. Mme Persoons admet avoir été assez surprise, plus tôt cette année, par les appels à l'aide des collecteurs de vêtements d'occasion. « J'ai moi-même des filles jeunes, qui s'intéressent beaucoup aux vêtements d'occasion. Les

boutiques vintage poussent comme des champignons. Ce n'est qu'après avoir discuté avec les acteurs du secteur qu'il est apparu clairement que la collecte de textiles était devenue presque déficitaire. Le gouvernement bruxellois souhaite certainement apporter son aide, mais la décision concernant la poursuite du soutien à partir de 2025 n'est pas encore prise. »

Même si les pouvoirs publics souhaitent intervenir, ce ne sont pas eux qui ont créé le problème des déchets. Kerckhof espère donc que les entreprises de confection, qui inondent le marché de textiles, paient pour la collecte et le tri de leurs déchets. Cette intention existe bel et bien : l'UE oblige les marques de vêtements à verser une contribution par vêtement vendu, à l'instar de la contribution Recupel pour les appareils électroniques. Seulement, cette loi sur la « responsabilité élargie des producteurs » ne sera mise en œuvre en Belgique qu'en 2028.

Spullenhulp appelle à l'adoption de cette loi dès cette année. « C'est la seule façon de soutenir véritablement les collecteurs », écrit par e-mail la porte-parole Claudia Van Innis. Aux Pays-Bas et en France, la loi est déjà en vigueur. « Les fabricants de vêtements ne sont pas très enthousiastes à l'idée de participer financièrement », explique M. Persoons. « Il y a beaucoup de lobbying pour que la loi soit mise en œuvre le plus tard possible. » La secrétaire d'État ne se soucie guère du fait que l'économie sociale en pâtisse.

Sans soutien supplémentaire, les collecteurs ne tiendront plus le coup, craint M. Kerckhof. « Nous remplissons pourtant une fonction sociale importante : nous traitons les déchets textiles et nous employons des personnes éloignées du marché du travail. N'importe quel autre entrepreneur confronté à une telle crise aurait déjà mis la clé sous la porte depuis longtemps. »